

la période d'après-guerre et au cours des années 50, et il était alors difficile de prévoir que nous souhaiterions resserrer nos relations avec l'Europe, ou même avec qui que ce soit, pour des raisons d'intérêt national. Certains voyaient en la CEE un contrepoids utile, mais pour la plupart la grande et presque l'unique question soulevée par la CEE était celle de l'accès des produits canadiens au Marché commun.

Pour certains, l'élément français du resserrement des relations Canada-Europe représentait une sorte d'à-côté intéressant, mais au Québec personne n'y attachait d'importance. Par ailleurs, tout sentiment au Canada anglophone du besoin d'un contrepoids européen aux États-Unis touchait surtout le plan culturel. À cet égard, les risques étaient plus sérieux pour les Québécois. MM. Jean Lesage et Daniel Johnson ont compris que le Québec lui-même faisait contrepoids et ils ont rapidement transformé les relations franco-québécoises en atouts politiques tant au Québec que vis-à-vis d'Ottawa. L'Europe fut alors en vogue pour quelque temps, du fait que «l'unité nationale» tenait l'affiche. Même les anglophones les plus entêtés se mirent à chanter le credo des deux nations fondatrices. Toutefois, le président de Gaulle vint gâter la sauce, en 1967, et les Anglo-Canadiens se sont rarement sentis aussi blessés.

De toute façon, les Canadiens étaient occupés ailleurs. Dans les milieux gouvernementaux, on maintenait que le Canada et les États-Unis ne devaient pas se disputer publiquement, et nos hommes d'affaires étaient fascinés par le désir d'ouvrir au Canada le marché à la fois le plus grand, le plus proche et le plus riche qui fût. Attirés par les nouveaux États indépendants d'Afrique, d'Asie et d'autres régions, les universités pouvaient apparemment se permettre d'ignorer le degré croissant de dépendance de leur propre pays. La tendance du Canada durant les années soixante paraissait donc essentiellement antieuropéenne dans les universités comme ailleurs. L'Europe nous semblait égoïste, fadée et probablement corrompue. Comme question d'intérêt public au Canada, l'Europe s'était tout simplement effacée.

Avant de pouvoir envisager l'Europe avec réalisme ou de saisir les avantageuses possibilités de relations entre le Canada et la CEE, il allait nous falloir aboutir à des conclusions plus objectives sur nous-mêmes. Il nous faudrait d'abord prendre conscience de notre identité distincte avant de chercher consciemment une dimension extérieure reflétant mieux nos intérêts.

Nous serions inévitablement amenés à réexaminer les relations canado-américaines en cours de route, mais uniquement comme dimension de cette réévaluation de nous-mêmes.

Différents des États-Unis

Le champagne du Centenaire a depuis longtemps cessé de mousser, mais la sobriété qui a marqué le lendemain des fêtes de 1967 a engendré une vue beaucoup plus réaliste de la complexité de la collectivité canadienne. En général, il ressort de plus en plus clairement que notre ensemble démographique très hétérogène se développe socialement d'une façon assez différente de celle de nos voisins américains, évoluant dans le sens d'une société décentralisée et délibérément empreinte de tolérance.

Nos méthodes de développement nous sont de plus en plus particulières, choisies en fonction de nos besoins. Sans doute en avait-il toujours été ainsi, du moins jusqu'à la dernière guerre. Sur le plan politique, certaines périodes difficiles et notre géographie même ont favorisé la naissance d'un troisième, puis d'un quatrième parti, qui ont survécu au lieu d'être absorbés par les partis traditionnels. Rien de plus facile à établir que des distinctions entre la gauche et la droite, mais n'avons-nous pas tous entendu des Canadiens affirmer, l'automne dernier, que les propositions de M. George McGovern paraissaient déjà bien démodées à Lilac — ou à Kelowna, dans la Beauce ou même à Rosedale?

Nous recherchons les moyens de nous assurer, par l'entremise de nos gouvernements et grâce à nos activités économiques et autres, la variété de conditions et de qualités d'existence qui répondent aux aspirations des Canadiens. La plupart des autres peuples en font autant, mais ce qui distingue l'expérience canadienne c'est qu'elle a dû être montée en dépit de la pénétration du «fait américain».

Nous sommes encore étonnés que les dirigeants politiques (ou les chauffeurs de taxis) des grandes capitales semblent parfois ignorer le caractère distinctif du peuple canadien; ceux d'entre nous qui vont souvent à l'étranger confirmeront toutefois qu'on s'y trompe beaucoup moins depuis quelques années, et ce pour diverses raisons dont la visite du général de Gaulle, le prestige du premier ministre M. Trudeau et la tragédie d'octobre 1970. Nous sommes en général plus sûrs de nous-mêmes, en ce sens que nous comprenons mieux ce que nous sommes et dans quelle mesure nous nous distinguons de nos voisins.

A longue échéance, l'étape la plus sé-